

INSTRUCTION

N° 98-055-M-M9-B2 du 31 mars 1998

NOR : BUD R 98 00055 J

Texte publié au BOCP

AIDE A L'APPRENTISSAGE DANS LE SECTEUR PUBLIC NON INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

ANALYSE

Modalités de versement de l'aide à l'embauche aux employeurs publics

Date d'application : 31/03/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ;
SERVICES MÉDICO-SOCIAUX ; OFFICE PUBLIC D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ;
APPRENTISSAGE ; AIDE FINANCIÈRE ; INDEMNITÉ COMPENSATRICE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 94-006-M9 du 13 janvier 1994
Instruction n° 95-003-M21 du 12 janvier 1995

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGT	RGP	TPGR	TPG	TGAP	RF	T	DOM	EP				

DIFFUSION

GT 31

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureaux C3-C1
Sous-direction D - Bureaux D2-D3-D4
Sous-direction M - Bureau M4

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle CD 1264 du 17 mars 1998.....	Erreur! Signet non défini.
ANNEXE N° 2 : Annexe 1 à la circulaire CD 1264 du 17 mars 1998 (formulaire relatif au versement de l'aide à l'apprentissage dans le secteur public).....	12

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la circulaire conjointe n° CD 1264 du 17 mars 1998 de la direction de la comptabilité publique et de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle du ministère de l'emploi et de la solidarité fixant les modalités de paiement de l'indemnité compensatrice forfaitaire aux employeurs d'apprentis dans le secteur public non industriel et commercial, instituée par l'article 13 de la loi n° 97 940 du 16 octobre 1997.

Ces dispositions s'inscrivent dans la continuité de la procédure mise en oeuvre en 1996 pour le paiement des aides à l'apprentissage dans le secteur privé et s'appliquent aux contrats conclus par les collectivités territoriales et les établissements publics à compter du 1er octobre 1997.

Le versement de l'indemnité compensatrice forfaitaire prévue à l'article L 118-7 du code du travail, *limitée à l'aide à l'embauche*, est liquidée et payée par le Trésor public au vu d'un formulaire spécifique référencé "Cerfa 10648-01-FA 20" de couleur rouge, composé d'un seul feuillet, dont un modèle figure en annexe de la circulaire précitée.

Les modalités d'enregistrement de la dépense dans l'application NDL/PSOP, précisées au chapitre 3, paragraphe 3, de la présente circulaire, ont par ailleurs fait l'objet d'une note administrative NDL 97-189 contenant notamment la mise à jour du guide de saisie, diffusée dans les départements informatiques territoriaux le 27 novembre 1997.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle CD 1264 du 17 mars 1998

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Direction de la Comptabilité Publique

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie

Le Ministre de l'Emploi et de la Solidarité

à

Messieurs les Préfets de région

(Directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle)

Madame et Messieurs les Préfets de départements

(Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle)

Madame et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux de région

Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux de département

Mesdames et Messieurs les Trésoriers

Mesdames et Messieurs les agents comptables des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement

Mesdames et Messieurs les Receveurs spéciaux des offices d'HLM

OBJET : AIDE A L'APPRENTISSAGE. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET FINANCIERES RELATIVES AU PAIEMENT DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE COMPENSATRICE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS DANS LE SECTEUR PUBLIC NON INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

REFERENCES :

- loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes (article 13)
- loi n° 96-376 du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage (article 4 instituant une indemnité compensatrice forfaitaire versée par l'Etat aux employeurs -article L 118-7 du code du travail)
- loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (articles 18 et 19)
- décret n° 96-493 du 6 juin 1996 (articles D 118-1 à D 118-4) instituant une indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis.
- circulaire DFP n° 96/9 du 13 juin 1996 relative aux modalités de versement des indemnités compensatrices forfaitaires au titre des contrats conclus dans le secteur privé
- circulaire DGEFP/CP du 5 décembre 1996 fixant les modalités de reversement des indemnités compensatrices forfaitaires en cas de rupture de contrats
- instruction n° 97-065-B2 du 20 mai 1997 relative aux conditions générales de paiement des indemnités compensatrices forfaitaires versée aux employeurs d'apprentis.

ANNEXE N° 1 (suite)

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis en application de l'article 13 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes, au titre des contrats d'apprentissage conclus dans le secteur public non industriel et commercial.

Ces dispositions s'inscrivent dans la continuité de la procédure instaurée pour le versement des aides à l'apprentissage concernant les contrats conclus par le secteur privé telles qu'elles ont été définies par la circulaire DFP 96/9 du 13 juin 1996 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et l'instruction n° 97-065-B2 du 20 mai 1997 de la direction de la Comptabilité Publique du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

A ce titre, il est rappelé qu'en application du décret 96-493 du 6 juin 1996 pris en application de la loi n° 96-376 du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage, la liquidation et le paiement des aides à l'apprentissage sont effectués par les comptables du Trésor sans ordonnancement préalable.

Les dispositions spécifiques au secteur public non industriel et commercial tenant d'une part, à la nature et aux conditions d'attribution du régime indemnitaire et, d'autre part, aux particularités des autorités contractantes sont précisées ci-après.

A cet égard, il convient de préciser que les contrats conclus par les administrations centrales ou les services déconcentrés de l'Etat n'entrent pas dans le champ d'application de la présente circulaire.

Par conséquent, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux contrats conclus par les collectivités territoriales et les établissements publics.

Une circulaire interministérielle relative aux modalités d'application de la loi 92-675 du 17 juillet 1992 modifiée remplacera ultérieurement les dispositions fixées par les circulaires n° 1024 C du 16 novembre 1993 et 1897 du 21 avril 1994 prévoyant les conditions juridiques et financières du financement de l'aide à l'apprentissage dans le secteur public industriel et commercial, durant la période expérimentale.

SOMMAIRE (non reconstitué)

1. NATURE ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE COMPENSATRICE

1.1. QUALITE D'EMPLOYEUR PUBLIC

Au terme de l'article 13 II de la loi 97-940 du 16 octobre 1997 modifiant l'article 18 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992, les personnes morales de droit public dont le personnel ne relève pas du droit privé peuvent conclure des contrats d'apprentissage.

Sont ainsi concernés par le dispositif de versement de l'indemnité compensatrice forfaitaire :

- les collectivités territoriales (régions, départements, communes) et leurs établissements publics ;
- les établissements publics nationaux administratifs (EPA, EPSCP, EPST,..) ;
- les établissements publics locaux d'enseignement ;
- les établissements publics de santé ;
- les établissements publics sociaux et médico-sociaux ;
- les offices publics d'HLM ;
- plus généralement les personnes morales de droit public employant des personnels régis par le droit public dans le ressort de leurs activités de service public administratif.

Les services chargés de l'enregistrement des contrats sont seuls habilités à rattacher les contrats d'apprentissage au secteur public ou au secteur marchand. Ils seront consultés, le cas échéant, pour toute information complémentaire à ce sujet.

1.2. NATURE DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE COMPENSATRICE

Au terme de l'article 13-III de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 modifiant l'article 19 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992, les contrats conclus dans le secteur public non industriel et commercial bénéficient de l'indemnité compensatrice forfaitaire visée à l'article L 118-7 du code du travail, pour la partie limitée à l'aide à l'embauche d'apprentis.

Cette aide est fixée forfaitairement à 6.000 F.

1.3. DATE D'EFFET DE LA MESURE

Le bénéfice de l'aide à l'embauche d'apprentis s'applique aux contrats conclus à compter du 1er octobre 1997, date de signature du contrat.

Par conséquent, les contrats conclus dans le cadre de l'expérimentation prévue par l'article 18 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 avant la date précitée n'ouvrent pas droit à indemnisation. Pour exemple, un contrat signé le 15 septembre 1997 dont la date d'embauche effective se situerait postérieurement au 1er octobre ne peut prétendre à l'aide à l'embauche.

ANNEXE N° 1 (suite)

1.4. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'AIDE A L'EMBAUCHE

1.4.1. Conditions réglementaires

L'aide à l'embauche n'est attribuée que pour les contrats d'apprentissage enregistrés conformément aux dispositions de l'article L 117-14 du code du travail par le service chargé de cet enregistrement (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ou, le cas échéant, service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole et l'inspection du travail des transports).

Les conditions relatives au versement de l'aide à l'embauche pour les contrats du secteur public, prévues par le code du travail, sont les mêmes que celles applicables aux contrats du secteur marchand. Les principales dispositions sont rappelées ci-après :

- les contrats d'apprentissage ou les avenants d'une durée inférieure à un an n'ouvrent pas droit au versement de l'aide à l'embauche ;
- les avenants aux contrats d'apprentissage, conclus notamment pour préparer une mention complémentaire, sont donc considérés comme un nouveau contrat dès lors qu'ils font l'objet d'un enregistrement et bénéficient du versement de l'aide à l'embauche si leur durée est égale ou supérieure à un an ;
- la prolongation de contrat suite à un échec à l'examen conformément aux dispositions de l'article L 117-9 du code du travail, qu'il s'agisse d'une prolongation du contrat initial avec le même employeur ou d'une prolongation de contrat avec un nouvel employeur, n'ouvre pas droit à l'aide à l'embauche ;
- en cas de changement d'employeur suite à une rupture du contrat initial, l'aide à l'embauche est versée au nouvel employeur si le contrat est d'une durée au moins égale à un an.

Le contrôle de ces dispositions est facilité par l'existence d'une codification appropriée aux différents types de contrat figurant dans le cadre réservé à l'administration dans la zone "Type de contrat" du formulaire relatif au versement de l'aide.

1.4.2. Conditions de versement

Le versement au titre du soutien à l'embauche est effectué à l'employeur signataire du contrat, à l'issue de la période d'essai de deux mois prévue par l'article L 117-17 du code du travail, appréciée à la date de début effectif du contrat.

L'aide n'est pas versée si le contrat d'apprentissage a été résilié par l'une ou l'autre des parties au cours de cette période. Il ne peut y avoir de prolongation de la période d'essai.

Lorsque le centre de formation d'apprentis (C.F.A.) ne peut attester la présence de l'apprenti aux enseignements durant la période d'essai en raison notamment de la période des congés scolaires, le directeur attestera son inscription aux enseignements et mentionnera la date de début des cours.

ANNEXE N° 1 (suite)

2. PROCEDURE DE VERSEMENT DE L'AIDE A L'EMBAUCHE

La procédure de versement de l'aide à l'embauche dans le secteur public au bénéfice des collectivités territoriales ou des établissements publics est identique à celle qui a été définie pour le secteur privé par la circulaire DFP n° 96/9 du 13 juin 1996 précitée concernant le rôle respectif des différents intervenants (service gestionnaire du contrat, centre d'apprentissage, employeur, payeur) dans le dispositif de règlement de l'aide à l'apprentissage.

Ce dispositif, complété des adaptations nécessaires aux particularités de l'aide dans le secteur public, notamment en ce qui concerne les modalités de paiement, prévoit les opérations successives suivantes.

2.1. ROLE DU SERVICE CHARGE DE L'ENREGISTREMENT DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Après enregistrement du contrat d'apprentissage du secteur public (imprimé CERFA n° 10.473-02 -FA 18), le service habilité (cf supra 141) remplit le cadre réservé à l'administration du formulaire relatif au versement de l'aide dont un modèle spécifique est joint en annexe 1 (références : CERFA n° 10.648 - 01 - FA 20).

Le service transmet ensuite à l'employeur le formulaire dûment validé (date, signature et cachet) et en conserve copie.

Il est précisé que, contrairement au secteur privé, le formulaire relatif au secteur public est invariable et ne comprend donc qu'un seul feuillet correspondant au versement de l'aide à l'embauche.

2.2. FORMALITES A ACCOMPLIR PAR L'EMPLOYEUR

A la réception du formulaire, l'employeur public doit, pour bénéficier du versement de l'indemnité compensatrice, le compléter en confirmant notamment, à l'issue de la période d'essai de deux mois, l'embauche de l'apprenti. Le formulaire sera accompagné, pour les établissements publics, d'un relevé d'identité bancaire.

Après signature et apposition de son cachet, l'employeur public transmet ce(s) document(s) au C.F.A. ou à la section d'apprentissage où est inscrit son apprenti.

2.3. ROLE DU C.F.A. OU DE LA SECTION D'APPRENTISSAGE

Le directeur du CFA ou le chef d'établissement dans le cas d'une section d'apprentissage doit porter, dans le cadre qui lui est réservé, les informations nécessaires à l'identification du centre de formation (nom, numéro RNE) puis attester l'inscription de l'apprenti dans son centre et sa présence régulière aux enseignements pendant les deux premiers mois d'exécution du contrat d'apprentissage.

ANNEXE N° 1 (suite)

Il indiquera également si une rupture de contrat a été portée à sa connaissance avant transmission du formulaire, qu'elle ait été constatée durant la période d'essai ou à l'issue de cette période de telle sorte que le comptable puisse apprécier le bien-fondé d'un versement susceptible de donner lieu ensuite à reversement (cf infra chapitre 4).

Il portera à cet effet la mention "NON" si l'employeur ne lui a pas notifié de rupture de contrat, la mention "OUI" dans le cas contraire et portera la date de rupture dans la zone appropriée du formulaire. Le directeur du CFA devra par la suite porter à la connaissance du service gestionnaire du contrat les ruptures intervenues tout au long de la scolarité.

2.4. ROLE DE LA TRESORERIE GENERALE DE REGION

La trésorerie générale de région est chargée de la liquidation et du paiement de l'aide à l'embauche selon une procédure de paiement sans ordonnancement préalable.

Elle saisit, le cas échéant, le service chargé de l'enregistrement du contrat de toute difficulté dans l'exécution de ces opérations et offre en consultation, par le biais des interrogations prévues par l'application informatique NDL, notamment la transaction IPSOPE, des restitutions d'informations aux directions régionales et départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

3. MODALITES DE PAIEMENT

3.1. IMPUTATION BUDGETAIRE

Les dépenses à la charge du budget de l'Etat pour le versement de l'aide à l'embauche relative aux contrats d'apprentissage conclus par les collectivités territoriales ou les établissements publics sont imputables, pour la gestion 1998, au chapitre 43.05, article 10, paragraphe 13.

3.2. DELEGATION DE CREDITS DE PAIEMENTS

Les crédits inscrits au budget du ministère de l'Emploi et de la Solidarité font l'objet d'ordonnances de délégations de crédits de paiement aux directions régionales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle qui en informent les trésoreries générales de région chargées de l'enregistrement comptable dans l'application NDL.

La délégation de crédits de paiement, effectuée au niveau de l'article, ne distinguera pas la dotation affectée au secteur privé de celle concernant le secteur public. En revanche, l'exécution de la dépense et le suivi des crédits seront effectués au niveau du paragraphe.

3.3 ENREGISTREMENT COMPTABLE DE LA DEPENSE

L'application NDL/PSOP spécifique à l'apprentissage, mise en place pour le paiement des indemnités compensatrices forfaitaires relatives aux contrats conclus dans le secteur marchand, sera utilisée pour la liquidation et le paiement des dépenses afférentes aux contrats souscrits par le secteur public. La distinction entre les deux secteurs pour ce qui concerne l'affectation comptable de la dépense et les traitements particuliers du régime indemnitaire s'effectueront au stade de la saisie par la mention d'un code spécifique (115) dans la zone obligatoire du masque d'écran "Type de paiement".

Des instructions ont été données par la direction de la Comptabilité publique à ses services par note administrative NDL 97.189 et mise à jour du guide de saisie, diffusée dans les départements informatiques territoriaux le 27 novembre 1997.

3.4. PROCEDURE DE PAIEMENT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES ET A LEURS ETABLISSEMENTS PUBLICS, AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE, SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX, ORGANISMES D'HLM

Au vu du formulaire de versement de l'aide à l'embauche, la trésorerie générale de région prend connaissance des informations portées par la collectivité : comptable assignataire, numéro codique.

Après vérification de ces éléments au regard du titre de l'employeur, la trésorerie générale de région enregistre la dépense en comptabilité générale de l'Etat au compte 900.10 puis transfère le montant de l'aide vers la trésorerie teneur du compte de la collectivité (compte 390-31 "transfert entre comptables centralisateurs et comptables non centralisateurs - Opérations à l'initiative des comptables centralisateurs". Ce transfert est matérialisé par un avis de règlement transmis à la trésorerie créditrice qui procède alors à l'enregistrement de la recette pour le compte de la collectivité. Ce mouvement donne lieu aux écritures comptables suivantes :

- à la paierie départementale ou régionale : débit 3900 - crédit 343 ;
- pour les régions, départements et communes, ces allocations sont enregistrées, après imputation provisoire au compte "recettes perçues avant émission des titres" au crédit du compte 7471 "subventions et participations - Etat" en comptabilité M14, ou 7371 "participations de l'Etat" en comptabilité M51.
- pour les établissements publics de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux, le versement de l'aide est enregistré, après imputation provisoire au compte 4713 "Recettes perçues avant émission des titres", au crédit du compte 744 "aide forfaitaire à l'apprentissage" ;
- pour les offices publics d'HLM, le versement de l'aide est enregistré, après imputation provisoire au compte 47132 "Recettes perçues avant émission de titres - Divers", au crédit du compte 743 "Subventions d'exploitation diverses".

ANNEXE N° 1 (suite)

3.5. PROCEDURE DE PAIEMENT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX, AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT (EPL) ET ORGANISMES DIVERS

Les établissements publics, quels que soient leur statut et la nature de leurs activités, disposent d'un identifiant SIRET ou SIREN et de comptes de dépôt de fonds au Trésor fonctionnant selon la normalisation "RIB" du comité français d'organisation des normes bancaires (CFONB).

Le paiement de l'aide à l'embauche peut dès lors être effectué par virement de compte à compte auprès de l'agent comptable de l'établissement, à partir des identifiants bancaires fournis en cours de procédure (cf supra 22).

En fonction de leur nomenclature type, les établissements imputeront cette aide aux subdivisions suivantes du compte 741 "subventions d'exploitation - Etat", soit :

- nomenclature M9-2, à une subdivision libre du sous-compte 7415 "ministères autres que de tutelle" ;
- nomenclatures M9-1 et M9-3, à une subdivision libre du sous-compte 7418 "ministères autres que de tutelle" ;
- nomenclatures M9-9 et M9-10, à une subdivision libre du compte 741 "subdivision d'exploitation - Etat"

EPL relevant du ministère chargé de l'Education Nationale, à une subdivision libre du sous-compte 7415 "subventions d'autres ministères"

Ecoles de formation maritime et aquacole, à une subdivision libre du compte 741 "subventions d'exploitation - Etat"

4. MODALITES DE REVERSEMENT EN CAS DE RUPTURE DE CONTRAT

4.1. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES RELATIVES AU REVERSEMENT DE L'AIDE A L'EMBAUCHE

En application de l'article D 118-4 du code du travail précisant les conditions dans lesquelles l'employeur est tenu de reverser à l'Etat l'intégralité des sommes perçues au titre de l'aide à l'embauche d'apprentis, les cas de rupture de contrats conclus par le secteur public donnant lieu à reversement sont les suivants :

- a) rupture unilatérale du contrat à l'initiative de l'employeur, exceptés le licenciement pour force majeure et la résiliation par le conseil des prud'hommes en cas de faute grave ou de manquements répétés de l'apprenti à ses obligations (article L 117-17 du code du travail) ;
- b) résiliation du contrat sur accord des cosignataires, exceptés :
 - résiliation faisant suite à la demande écrite du jeune. Cette demande qui doit être antérieure à la date de résiliation amiable du contrat, doit faire apparaître une volonté claire et non équivoque du salarié de mettre un terme à son contrat

ANNEXE N° 1 (suite)

- résiliation faisant suite à l'obtention du diplôme ou du titre préparé (article L 115-2 du code du travail).

En outre, l'employeur est tenu de reverser à l'Etat les sommes indûment perçues lorsque les versements ont été liquidés selon des informations incomplètes ou erronées. Dans ce cas, le reversement peut être soit total, soit partiel.

4.2. MODALITES ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES DU REVERSEMENT DE L'AIDE A L'EMBAUCHE

4.2.1. Dispositions générales

Ce reversement s'analysant comme une recette versée à l'Etat, l'application NDL/PSOP dédiée au paiement des dépenses de l'Etat ne peut être utilisée.

Ainsi, dans le cas d'une rupture de contrat justifiant le reversement de l'aide à l'embauche, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle procède manuellement à l'émission d'un titre de perception.

Il se sera assuré préalablement, en consultant la base NDL, que le versement a bien été effectué.

Cet ordre de reversement est émis sur le compte 901-590 "Budget général- recettes-Divers" à la ligne de recette 805 "recettes accidentelles à différents titres", spécification 805-71, "reversement des sommes perçues à tort au titre de l'indemnité compensatrice versée aux employeurs d'apprentis" (loi n° 96-376 du 6 mai 1996).

Il doit être assigné sur la caisse du trésorier-payeur général du domicile ou de la résidence du débiteur, c'est-à-dire la collectivité territoriale ou l'établissement public.

Les titres de perception sont recouvrés par les comptables du Trésor dans les conditions prévues aux articles 80 et suivants du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général de la comptabilité publique.

4.2.2. Cas du reversement de l'aide à l'embauche par les collectivités territoriales et leurs établissements publics, par les établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux, offices publics d'HLM

Pour les régions, départements et communes, ce reversement donne lieu à l'émission d'un mandat sur le compte 678 "autres charges exceptionnelles" en comptabilité M14, ou 699 "autres charges exceptionnelles" en comptabilité M51.

Pour les établissements publics de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux, ce reversement donne lieu à l'émission d'un mandat sur le compte 678 "autres charges exceptionnelles" respectivement en comptabilité M 21 et M 21 (édition 1988), pour les offices publics d'HLM au compte 67888 "autres" en comptabilité M 31.

Cette somme est ensuite transférée sur la trésorerie générale assignataire par les écritures suivantes :

- paierie départementale ou régionale : débit 343, crédit 3900 ;
- trésorerie générale : débit 390.30, crédit 901.59 (cf supra 421).

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

4.2.3. Cas du reversement de l'aide à l'embauche par les établissements publics nationaux, établissements publics locaux d'enseignement et organismes divers.

Ce reversement donne lieu à l'émission d'un mandat comptabilisé comme suit :

- nomenclatures M9-1, M9-2, M9-3, M9-9 et M 9-10 : au compte 6718 "autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion" ;
- EPLE relevant du ministère chargé de l'Education nationale : au compte 671 "Charges exceptionnelles sur opérations de gestion" ;
- écoles de formation maritime et aquacole : au compte 6718 "autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion".

Pour la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité et par délégation, Pour le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et par délégation, Le délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle Le directeur de la Comptabilité Publique, Pour le Directeur de la Comptabilité Publique, Le Sous-Directeur, Jean BASSERES. Pour le secrétaire d'Etat au Budget, Le Contrôleur financier du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Jean-Pierre MORELLE

ANNEXE N° 2 : Annexe 1 à la circulaire CD 1264 du 17 mars 1998 (formulaire relatif au versement de l'aide à l'apprentissage dans le secteur public)

ANNEXE 1
**FORMULAIRE RELATIF AU VERSEMENT
DE L'AIDE À L'APPRENTISSAGE
DANS LE SECTEUR PUBLIC**

Ministère de l'emploi
et de la solidarité

Indemnité compensatrice forfaitaire (art. L. 118-7 du Code du travail)

TRÉSOR PUBLIC
cerfa
10648 8 01
FA20

TOUTES LES INFORMATIONS DEMANDÉES DOIVENT ÊTRE RENSEIGNÉES

A remplir par l'administration

• Contrat d'apprentissage conclu entre
et (nom de l'apprenti)
M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐ (nom et prénom) : _____
Date de naissance : _____
Pour une durée de _____ mois
À compter du _____ (date de début du contrat)
• Type de contrat : _____ (cadre A du contrat)
• Ce contrat ouvre droit,
sous réserve des dispositions réglementaires applicables :
– à un versement de 6 000 F au titre de soutien à "empauche" OUI ☐ NON ☐ (1)

Employeur (Nom ou dénomination) : _____
Adresse de l'établissement d'exécution du contrat : _____
(Code postal) : _____

Service d'enregistrement
DDTEFP ☐ SDITEPSA ☐ TRANSP ☐
Date, cachet et signature

(1) Contrat intérieur à un an ou contrat prolongé.

A remplir par l'employeur

IMPORTANT - ÉTABLISSEMENTS PUBLICS : JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Nom ou raison sociale (1) : _____
Tél. : _____
Comptable de la collectivité : _____
N° codique du poste comptable : _____
N° SIRET de l'établissement (2) : _____ Code APE : _____
N° de sécurité sociale de l'apprenti : _____
L'employeur soussigné atteste que :
– soit l'apprenti a eu confirmation de son embauche à l'issue de la période d'essai
de deux mois à compter de la date de début du contrat _____ (date de la rupture)
– soit le contrat a été rompu pendant ou à l'issue de la période d'essai de deux mois, le _____ (date de la rupture)
Date et signature de l'employeur : _____ Cachet de l'employeur

(1) Indiquer le nom de la collectivité ou de l'établissement public.
(2) Obligatoire pour les établissements publics.

A remplir par le CFA

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA (NOM) : _____
N° RNE du CFA : _____
Le directeur du CFA atteste que :
– l'apprenti a suivi les enseignements du centre jusqu'à la date de fin de la période d'essai. OUI ☐ NON ☐
– l'employeur lui a notifié la rupture de contrat pendant ou à l'issue de la période d'essai de deux mois. OUI ☐ NON ☐
En cas de rupture, indiquer la date de celle-ci : _____ (date de la rupture)
Date et signature du directeur du CFA : _____ Cachet du CFA

Cedex transmis au service liquidateur de l'aide

TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Directeur de la publication :
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114